



Union européenne Des journalistes en danger

Mai 2008

Enquête : Olivier Basille, Jean-François Julliard, Glyn Roberts, Elsa Vidal
Avec l'aide de Silvia Benedetti et Marta Molina

Reporters sans frontières

47, rue Vivienne - 75002 Paris

Tél : (33) 1 44 83 84 84 - Fax : (33) 1 45 23 11 51

E-mail : rsf@rsf.org

Web : www.rsf.org

La liberté de la presse est une réalité au sein de l'Union européenne. Aucun journaliste assassiné sur l'ordre d'un Etat, aucun emprisonné et la censure officielle a disparu. Les médias expriment des opinions diverses et le pluralisme des idées est généralement garanti. La situation n'y est pas parfaite pour autant. Il faut se montrer vigilant face à la concentration des médias, excessive dans quelques pays, et la question récurrente du renforcement de la protection du secret des sources illustre bien les failles qui persistent encore dans les lois européennes. Des journalistes peuvent toujours être contraints, par une mise en examen ou une garde à vue si nécessaire, de révéler leurs sources. Le Parlement européen s'est exprimé à plusieurs reprises en faveur d'une harmonisation des législations dans le sens de celles qui sont le plus favorables à la liberté d'expression.

Une autre préoccupation concernant la situation de la liberté de la presse en Europe, moins souvent évoquée celle-ci, est liée aux menaces proférées contre des journalistes et aux passages à l'acte qui en résultent : tentatives d'assassinats par des groupes privés, agressions, intimidations des familles. Ces faits, d'une particulière gravité, existent aujourd'hui dans l'Union européenne.

Pour la première fois, Reporters sans frontières a enquêté sur les situations les plus inquiétantes dans l'espace européen. Au Danemark, ce sont des islamistes fondamentalistes qui menacent de mort des journalistes et des caricaturistes, au nom de leur religion. En Espagne, l'organisation terroriste ETA continue de faire peser de lourdes menaces contre les journalistes, dont beaucoup sont obligés de travailler sous protection policière ou de fuir le Pays basque. En France, c'est dans les banlieues des grandes villes que les journalistes prennent des risques. Les vols de matériel, accompagnés d'agressions, parfois violentes, sont nombreux. Quelques villes sont considérées à haut risque par les rédactions qui multiplient les précautions avant d'envoyer une équipe sur place. En Italie, les journalistes qui dénoncent les activités criminelles de la mafia s'exposent à de lourdes représailles. Tentatives d'attentats, agressions et menaces sont fréquentes en Sicile et en Calabre. En Irlande du Nord, des délinquants,

souvent issus de groupes paramilitaires loyalistes protestants, n'hésitent pas à menacer de mort les journalistes qui enquêtent sur leurs activités. Une balle a récemment été envoyée dans une rédaction avec le nom et l'adresse d'un journaliste.

Des violences contre des journalistes ont aussi été commises au cours des dernières années en Suède, en Bulgarie, en Hongrie, en République tchèque, en Roumanie et à Chypre notamment.

Il est impossible de recenser de manière exhaustive ces affaires. Mais les menaces sérieuses, les agressions, les intimidations directes se comptent par centaines dans toute l'Europe.

FRANCE : **Des banlieues de plus en plus inaccessibles**

En France, des journalistes sont régulièrement malmenés, agressés, menacés, pris à partie dans le cadre de leur travail. Il y a quelques années encore, c'était en Corse que la violence touchait le plus les représentants des médias. Ainsi, dans la nuit du 4 au 5 septembre 2003, le véhicule vide de Christine Clerc, grand reporter du quotidien *Le Figaro*, était criblé de balles à Tolla, en Corse-du-Sud. Quelques jours plus tôt, dans un billet d'humeur intitulé "Eteins le feu et tire-toi !", Christine Clerc avait dénoncé l'attentat à l'explosif contre la voiture d'un policier dans la même ville. A cette époque, une liste de journalistes jugés indésirables dans l'île circulait au sein des mouvements nationalistes. Les intimidations verbales, les insultes et les menaces n'étaient pas rares. Plus récemment, c'est lors de manifestations organisées à Bastia contre la privatisation de la SNCM que des journalistes ont été inquiétés. Fin septembre 2005, deux cameramen de *France Télévisions* et Olivier Laban-Mattei, photographe de l'AFP, ont été violemment pris à partie. Jean-Marc Plantade, chef du service économie du *Parisien*, a reçu des menaces de mort téléphoniques le visant personnellement ainsi que sa famille, à la suite de la publication d'un article, le 17 octobre 2005, intitulé "Scandale à la SNCM". Il dénonçait de supposés détournements d'argent de certains employés sur les recettes des ventes à bord des navires de la compagnie.

Au début des années 2000, les journalistes français subissaient également le zèle brutal du service d'ordre du Front national. Le 26 avril 2002, une équipe de la chaîne de télévision Canal + avait été brutalisée par le service d'ordre du parti d'extrême droite lors d'une conférence de presse de Jean-Marie Le Pen, à Saint-Cloud. Quatre jours plus tard, c'était au tour de Jean-Luc Thomas, correspondant permanent des chaînes *I-télévision* et de Canal+ à Nice, d'être retenu durant 1h30 dans les locaux départementaux du Front national, où il avait été insulté par des militants et sommé de livrer ses images. Le journaliste avait porté plainte pour enlèvement, séquestration et prise d'otage, mais le dossier avait été classé sans suite au motif que le préjudice était "peu important".

Aujourd'hui, c'est lorsqu'ils couvrent les banlieues que les journalistes s'exposent à des représailles physiques. Déjà en 2003, Vincent Kelner, reporter d'images de la chaîne publique *France 2*, avait été violemment frappé à coups de poing et de pied par deux individus, alors qu'il réalisait un reportage à Créteil, dans le Val-de-Marne sur le lieu d'une fusillade ayant causé la mort d'un jeune homme. Le journaliste, victime d'un traumatisme crânien, avait porté plainte et la chaîne s'était constituée partie civile. La police avait interpellé l'auteur présumé de cette agression. Quelques mois plus tard, en mars 2004, Jérôme Florenville, preneur de son, Jean-Yves Charpin, cameraman, et Hervé Bouchaud, journaliste de l'émission "90 Minutes", sur la chaîne privée Canal+, étaient agressés par des membres d'une école coranique sur laquelle ils réalisaient un reportage, à Grisy-Suisnes, dans la Seine-et-Marne. Les journalistes enquêtaient depuis six mois sur le mouvement Tabligh (musulman, piétiste et prosélyte). Alors que ses confrères n'ont été que légèrement blessés, Jérôme Florenville, frappé à coups de manche de pioche, a été hospitalisé pour des fractures multiples du nez et de la paroi orbitale. Les journalistes, ainsi que Canal +, ont porté plainte.

Mais c'est depuis les émeutes de novembre 2005 que la situation a pris une tournure plus inquiétante. En deux ans et demi, des dizaines de photographes, cameramen et reporters ont été malmenés physiquement. Dans la nuit

du 2 au 3 novembre 2005, une équipe de *France 2* a été prise à partie à Aulnay-sous-Bois, en région parisienne, par des dizaines de jeunes. Ils ont été contraints de quitter leur véhicule qui a ensuite été retourné puis incendié. Le 4 novembre, un journaliste reporter d'images de la chaîne *France 3*, Mady Diawara, a reçu une pierre en plein visage alors qu'il effectuait un sujet sur la fin du ramadan à Montfermeil, en Seine-Saint-Denis. Le 5 novembre 2005, une journaliste coréenne de la chaîne de télévision publique nationale KBS, Mihye Kim, a été agressée par cinq jeunes à Aubervilliers, alors qu'elle venait de terminer des interviews avec des habitants, à proximité d'un entrepôt incendié la veille au soir.



Des journalistes français pendant les émeutes à Villiers-le-Bel, en novembre 2007

En novembre 2007, Luc Bronner, reporter au *Monde*, a été agressé par un groupe de jeunes à Villiers-Le-Bel, dans le Val d'Oise. Lorsqu'il a annoncé qu'il était journaliste, on lui a conseillé fermement de "dégager" avant de le frapper. Le lendemain, c'est une équipe de *France 3* qui s'est fait voler du matériel : Noé Salemn, cameraman, a été frappé au visage, aux cervicales, au genou, dans les reins, avant d'être traîné sur plusieurs mètres et de devoir lâcher sa caméra. Deux journalistes de LaTeleLibre.fr ont également été blessés.

Bertrand Schneider, chef d'agence du *Parisien* dans l'Essonne, explique que la presse écrite est moins visible, donc moins exposée. Cela ne l'a pas empêché de veiller à ce que les locaux du journal ne soient pas identifiables comme tels depuis la rue. Aucune enseigne, aucun logo. "On est prudents. On sait que certains groupes de jeunes sont particulièrement agressifs, donc on ne va pas les voir. Dans la journée, je peux aller sans problème aux Tarterets [quartier de Corbeil-Essonnes]

ou aux Pyramides [quartier d'Evry]. Le soir, je fais attention".

Cécile Chevallier, journaliste dans la même agence, a été agressée le 21 mars 2006. A l'époque, elle travaillait pour l'édition Seine-et-Marne du *Parisien*. En pleine affaire du Contrat première embauche (CPE), elle se rend devant un lycée de Savigny-le-Temple pour prendre des photos de jeunes en train de mettre le feu à des poubelles. "J'ai mis l'appareil photo sous mon manteau, bien caché. J'ai fait deux ou trois photos et je suis partie. Mais plusieurs mecs me sont tombés dessus et m'ont frappée. Ils ont pris les clés de ma voiture et mon sac à main. Pendant ce temps, d'autres jeunes qui avaient l'air de lycéens, avec leur sac sur le dos, m'ont prise en photo avec leur téléphone portable. Ils m'ont traité de 'sale pute de journaliste' avant de partir et de voler ma voiture", raconte Cécile Chevallier. La journaliste a porté plainte, mais aucun des agresseurs n'a été retrouvé. "Une semaine plus tard, je suis retournée à Savigny-le-Temple. J'avais peur, mais il était hors de question qu'il existe une zone de non-droit pour moi", ajoute-t-elle. Cette agression a changé sa manière de travailler : "Jamais je n'aurais pensé qu'un tel truc pouvait m'arriver. Aujourd'hui, j'ai souvent la peur au ventre. L'autre jour, je devais couvrir un incendie aux Tarterets. J'y suis allée, mais je n'étais pas fière". Elle est convaincue que ce genre de menaces et d'agressions se multipliera : "Avant, quand on allait dans les cités, dans les années 90, on était bien accueilli. Aujourd'hui, c'est une question de territoire. On est assimilé à tout ce qui est étranger à la cité".

Après cette agression, la direction du *Parisien* a renforcé les consignes adressées à ses journalistes, les appelant à plus de prudence et les incitant, par exemple, à ne pas se rendre seuls dans les cités difficiles et à privilégier les reportages le matin, plutôt qu'en fin de journée. Les journalistes font régulièrement appel à des médiateurs ou des facilitateurs, souvent des associations implantées dans les cités.

Bénédicte Agoudetsé, journaliste du *Parisien* dans le Val d'Oise, couvre le turbulent secteur de Sarcelles, Villiers-le-Bel et Garges-les-Gonnesse. Au lendemain d'une opération de police massive dans la ville, le 18 février 2008,

qui a abouti à l'arrestation de trente-cinq personnes soupçonnées d'être impliquées dans les violentes émeutes de novembre 2007, elle a été envoyée à la Zone d'aménagement concerté (ZAC) de Villiers-le-Bel, un quartier sensible. "Mon chef m'a demandé de faire de l'ambiance. Je ne le sentais pas, mais j'y suis allée quand même. Je me suis retrouvée à la ZAC vers 18h30, au crépuscule. J'ai garé ma voiture et fait rapidement quelques photos. De très loin, j'ai vu quelques jeunes devant un hall d'immeuble. Puis mon flash s'est déclenché. Je suis alors repartie en direction de ma voiture et là j'ai entendu des gens courir derrière moi. Quelques instants plus tard, j'ai été ceinturée à la taille et j'ai senti qu'ils en voulaient à mon appareil photo. Je me suis débattue un peu et j'ai levé la tête. Là, j'ai vu qu'ils étaient cagoulés. De peur, j'ai lâché prise et ils sont repartis aussitôt avec toutes mes affaires. J'étais entièrement dépouillée, mais j'ai pu aller porter plainte au commissariat de Sarcelles. J'ai eu très peur. Ils étaient peut-être armés", raconte Bénédicte Agoudetsé. Auparavant, la jeune journaliste avait déjà été attaquée dans sa voiture au Barrage de Pierrefitte, un lieu-dit où il est recommandé par les habitants de "ne pas s'arrêter au feu rouge le soir". "Ce ne sont pas des trucs gravissimes, mais c'est le cumul qui pèse", a expliqué la journaliste du *Parisien* à Reporters sans frontières.

Depuis, elle est retournée une fois à la ZAC de Villiers-le-Bel. Elle l'a fait "la peur au ventre" même si tout s'est bien passé. Pour elle aussi, la situation se détériore. "Pendant les émeutes de 2007, il y avait 200 journalistes dans le coin. Des cars régies partout. Les habitants avaient l'impression d'être au zoo", se souvient-elle. Pendant l'entretien, Bénédicte Agoudetsé est interrompue par un appel de son chef : "Ca chauffe à Sarcelles. Des lycéens cassent des vitrines pour protester contre la suppression de postes dans l'éducation nationale. Il faut que j'y aille".

Le cas de Robert Redeker est différent. Le 19 septembre 2006, ce professeur de philosophie publie, dans le quotidien *Le Figaro*, une tribune intitulée "Face aux intimidations islamistes, que doit faire le monde libre ?". Ce texte entraîne l'interdiction immédiate de la distribution du journal en Egypte et en Tunisie.

Après avoir reçu des menaces de mort, Robert Redeker est contraint de vendre sa maison et de vivre sous protection policière. Il doit aussi suspendre ses activités d'enseignant. Début 2007, un jeune Marocain a été interpellé en Libye. Il a reconnu être l'auteur d'un appel au meurtre du professeur de philosophie, publié sur un site Internet islamiste. Une autre personne, responsable de menaces de mort proférées contre l'enseignant, doit être jugée en France, dans le courant du mois de mai. Aujourd'hui, Robert Redeker vit en permanence sous protection policière. Lorsqu'il se rend à l'étranger, notamment pour présenter ses travaux, il est escorté par des policiers. "Les menaces proférées sur Internet sont durables et réactualisées en permanence. C'est la particularité de ce média. J'ai été menacé de mort uniquement par email", a indiqué Robert Redeker à Reporters sans frontières.

ITALIE : **Les représailles de la mafia**



Lirio Abbate, correspondant de l'Ansa à Palerme.

En Italie, les menaces viennent de la mafia, ou plutôt des mafias qui oeuvrent dans le sud du pays : la Camorra à Naples, la 'ndrangheta en Calabre, Cosa Nostra en Sicile et Sacra Corona Unita dans les Pouilles. Au total, moins de dix journalistes travaillent sous protection policière. La Calabre et la Sicile sont les deux régions les plus dangereuses pour ceux qui s'aventurent à critiquer les chefs mafieux. Les menaces, les lettres anonymes, les pneus crevés, les voitures rayées, s'y comptent par centaines. Tous les journalistes qui écrivent sur les activités de la mafia ont, à un moment ou un autre, reçu un message, un signal les avertissant qu'ils étaient sous surveillance.

Lirio Abbate, 38 ans, correspondant à Palerme de l'agence de presse Ansa, est le cas le plus

emblématique de cette situation. Le 2 septembre 2007, il a été victime d'une tentative d'assassinat. Deux hommes ont été repérés alors qu'ils sabotaient son véhicule. Les policiers affectés à sa protection ont surpris en pleine nuit les deux inconnus alors que ceux-ci parachevaient la préparation d'un engin explosif artisanal. Cette tentative d'attentat est survenu quelques jours seulement après le retour à Palerme de Lirio Abbate et au terme de plusieurs mois de menaces consécutives à la publication de son livre : "I Complici" (Les complices). Il y traite des connivences entre le monde politique et la mafia.

A Palerme, dans son bureau, Lirio Abbate commence par allumer la télévision et mettre le son assez fort. Ensuite seulement, il parle, doucement. Il est sous protection policière permanente. Deux gardes du corps l'accompagnent dans tous ses déplacements et sont postés devant chez lui, la nuit. Ils le protègent, lui et sa famille dont Lirio Abbate ne souhaite pas parler. "Bien sûr, la présence de gardes du corps complique mon travail. Je dois trouver d'autres moyens d'être informé. Je ne peux plus aller seul dans la rue comme auparavant et rencontrer des gens en toute discrétion. Mais je préfère être protégé", explique-t-il.

Lirio Abbate est très exposé. Tout d'abord parce qu'il travaille pour l'Ansa, une agence de presse. Son travail est repris par l'ensemble des médias du pays. Il est journaliste, mais aussi source d'informations pour tous ses confrères qui travaillent sur le crime organisé. Et puis, en octobre 2007, un chef mafieux, Leoluca Bagarella, l'a menacé publiquement pendant un procès. "Depuis cette affaire, je suis plus inquiet. Bagarella a adressé un message à ses complices en citant mon nom en pleine audience. Il est en prison depuis 1995 et comme je travaille pour une agence, je ne signe pas les articles de mon nom. Comment savait-il que c'est moi qui avais écrit tel ou tel article ? Je ne veux pas quitter la Sicile, mais je serai peut-être obligé de le faire", confie Lirio Abbate.

Pour lui, comme pour les autres journalistes rencontrés en Sicile, la situation ne s'améliore pas. La période dure des assassinats politiques, au début des années 90, semble

révolue, mais la mafia s'intéresse de plus en plus aux journalistes. "Depuis dix ou quinze ans, les chefs mafieux ont changé. Ils ne sont plus des cultivateurs, des hommes de la terre. Aujourd'hui, ils sont docteurs, hommes politiques, ils ont reçu une bonne éducation. Ils savent à quel point l'information est importante et doit être manipulée. La violence n'est qu'une partie des pressions. Les journalistes peuvent aussi être corrompus et achetés", analyse Lirio Abbate.

Pour le journaliste de Palerme, le risque n'est pas lié au seul fait de parler de la mafia : "Citer le nom d'une personne en disant qu'elle est de la mafia n'est pas dangereux. Au contraire, souvent, ça la flatte. Mais si le journaliste décortique ses activités, explique comment le mafieux gère son business et s'enrichit, alors là, il est menacé".

Lirio Abbate choisit méticuleusement les lieux où il se rend, les personnes qu'il interroge. Même les cafés qu'il fréquente ne sont pas le fruit du hasard. Lorsqu'il sort de son bureau, toujours accompagné de ses deux gardes du corps - un devant lui, à quelques mètres, l'autre derrière - il marche plusieurs minutes avant d'entrer dans un café. Celui qui est en bas de son bureau, il n'y met pas les pieds : "Il appartient à la mafia", dit-il en souriant.

L'écrivain et journaliste Roberto Saviano, 28 ans, auteur du livre "Gomorra" (contraction de Gomorrhe et Camorra) connaît une situation similaire. Il vit à l'abri, sous protection policière depuis octobre 2006, en raison des menaces qu'il reçoit depuis la parution de son enquête sur la mafia napolitaine.

Nino Amadore, lui aussi auteur d'un livre sur les activités de la mafia "La zone grise", a vu sa voiture rayée à plusieurs reprises, ses pneus crevés, juste après des présentations publiques de son ouvrage. "Ces incidents ne sont pas très graves, mais ils sont autant de signaux. Déjà, en 1990, quand j'écrivais sur les activités de la mafia au sein de l'université de Messina, pour le quotidien *La Sicilia*, je dormais avec un couteau à côté du lit. Aujourd'hui, je vis dans un quartier populaire de Palerme et parfois, je me dis que quelque chose pourrait m'arriver", témoigne-t-il.

Le journaliste, aujourd'hui correspondant à Palerme du quotidien économique *Il Sole 24 Ore*, affirme ne pas s'autocensurer, même si la pression est très forte. "Un jour, au début des années 90, mon père, qui était paysan, m'a dit : 'Quand est-ce que tu vas arrêter d'écrire ça ? Toi tu pars à Milan ou ailleurs, mais nous on reste ici'. Quelque temps plus tard, des gens sont venus couper des jeunes oliviers chez lui, pour nous faire peur".



© Reporters sans frontières
Giuseppe Maniaci et sa famille, tous au service de *Telejato*.

Pour Nino Amadore, la situation est plus grave encore dans les campagnes où la mafia est omniprésente. Giuseppe Maniaci est justement directeur d'une petite chaîne de télévision locale, *Telejato*, à Partinico (environ 50 km à l'ouest de Palerme). La ville est tenue par la famille Vitale, un clan mafieux très connu en Sicile. "Nous faisons beaucoup d'informations anti-mafia. En quelques années, nous avons eu 40 pneus crevés, des voitures rayées, nous avons reçu des lettres d'intimidation et des coups de téléphone menaçants", raconte Giuseppe Maniaci. Plus grave, fin janvier 2008, le directeur de *Telejato* a été agressé par un jeune de la famille Vitale, âgé de 16 ans à peine et un de ses hommes de main. "Cela faisait plusieurs années qu'on réalisait des reportages sur des constructions illégales gérées par la mafia. Finalement, la municipalité a ordonné la destruction de ces bâtiments. Peu de temps après, j'ai croisé par hasard le fils Vitale, Michele. Il a essayé de m'étrangler avec ma cravate, puis il m'a coincé la jambe dans la portière de ma voiture. Et ensuite, il m'a tabassé avec son copain". Depuis, Giuseppe Maniaci bénéficie d'une escorte de deux carabinieri. Et lorsqu'il souhaite se rendre dans la commune voisine de Corleone, il doit prévenir la police locale, qui l'accompagne.

Giuseppe fume trois paquets de cigarettes par jour – "Si ce n'est pas la mafia qui me tue, ce

sera la cigarette", dit-il – et travaille en famille. Son épouse Patrizia l'aide, ainsi que son fils de 20 ans, Giovanni, et sa fille de 23 ans, Letizia. La plus jeune, Simona, n'a que 14 ans. "Mais elle sait déjà manier la caméra", explique son père. "Après l'agression, nous avons eu une réunion de famille pour savoir s'il fallait continuer. Les enfants m'ont dit que c'était à leur tour de s'occuper de la télé et que moi je devais me reposer".

Pour Giuseppe Maniaci, pas question de se taire : "Oui on a peur. Qui a dit qu'on n'avait pas peur ? Mais aujourd'hui, c'est plus dangereux pour moi d'arrêter que de continuer. Si j'arrête, je n'ai plus aucune protection. Et la mafia n'oublie pas".

A Corleone (60 km au sud de Palerme), Dino Paternostro travaille dans l'administration médicale. Mais il est aussi journaliste, collaborateur bénévole de plusieurs médias de la région. "Mon activité de journaliste est le fruit d'un engagement civil. J'ai les épaules découvertes parce que je n'ai aucune rédaction pour me protéger. Mais je veux inculquer la culture de la parole dans une région placée sous le signe du silence et de l'omerta", explique Dino Paternostro. En 1991, les locaux de son journal *Città Nuove* ont été incendiés. Depuis, il a effectué un travail de recherche historique sur la mafia qui a abouti à la publication d'un livre intitulé "I Corleonesi". Il y explique comment les chefs mafieux de la ville procèdent par des "coups d'Etat" internes pour prendre le pouvoir.

Le 28 janvier 2006, à quatre heures du matin, la police a tapé à sa porte, pour le prévenir que sa voiture était en feu. Depuis, il a reçu plusieurs coups de fil silencieux, en pleine nuit. Sa petite-fille, âgée de 6 ans, croit que la voiture a pris feu toute seule. Comme elle, les 11 500 habitants de Corleone n'iront pas chercher d'autres explications, ni demander des comptes à qui que ce soit. Une enquête est officiellement en cours. "Comme la mafia est impliquée, elle n'aboutira à rien. Tout le monde le sait", conclut, un peu amer, Dino Paternostro.

En Calabre, les journalistes sont peut-être plus vulnérables encore aux pressions. Les médias sont moins puissants qu'en Sicile,

moins bien structurés et la 'ndrangheta, la mafia locale, plus discrète et plus complexe à cerner. Moins d'ouvrages lui ont été consacrés qu'à la Cosa Nostra voisine. Pour Concetta Guido, collaboratrice du quotidien *Calabria*, les journalistes locaux sont parfois contraints de s'autocensurer, laissant souvent les envoyés spéciaux des grandes rédactions nationales mener les enquêtes sur le crime organisé. "Affronter la réalité mafieuse de la 'ndrangheta est un luxe très risqué pour les professionnels locaux", explique-t-elle.

ESPAGNE :

Un Pays basque à haut risque



Gorka Landaburu, directeur de l'agence EIG et *Cambio 16*

Dans une société basque dynamique et tournée vers l'avenir, les journalistes supportent, parfois depuis de nombreuses années, les intimidations de l'organisation terroriste Euskadi Ta Askatasuna (ETA, "Pays basque et liberté").

Dans un hôtel de Saint-Sébastien, Gorka Landaburu, directeur de l'agence EIG et de *Cambio 16*, dresse le tableau des années écoulées depuis 2000, période la plus dangereuse pour les journalistes. "La pression culminait à cette époque en raison des assassinats, notamment de journalistes. Le 7 mai 2000, José Luis Lopez de Lacalle, d'*El Mundo*, a été abattu de plusieurs balles. Un an après, j'ai moi aussi été victime d'une tentative d'assassinat. J'ai été grièvement blessé par l'explosion d'un colis piégé. J'ai perdu plusieurs doigts, et la vue de l'œil gauche", raconte Gorka Landaburu.

"La situation actuelle est difficile à qualifier. La rupture de la trêve par l'ETA est préoccupante. Les journalistes sont de nouveau un objectif", précise-t-il. Un confrère du quotidien madrilène *El País*, témoigne, sous couvert d'anonymat, de sa lassitude face à la violence :

"Les dernières années ont été rudes. La difficulté provient du climat général, d'un sentiment de crispation qui rend notre travail difficile. Je suis fatigué de tout cela. Cela dure depuis si longtemps".

Si les médias ne sont pas soumis aux pressions de l'ETA avec la même intensité, tous les journalistes rencontrés par Reporters sans frontières au Pays basque espagnol ont déploré un climat d'hostilité. Lettres de menaces après la parution d'un article, communiqués fustigeant un journaliste ou une rédaction, diffusion de listes noires des médias "ennemis", rassemblements de militants indépendantistes devant les rédactions de médias "hostiles" à l'ETA, interruptions de reportages par des sympathisants vindicatifs, jets de cocktails Molotov, attentats contre des répétiteurs, affiches collées dans les rues citant les noms des journalistes et donnant leurs adresses ou leurs numéros de téléphone, etc. : la liste est longue des intimidations dont sont victimes les professionnels des médias qui ne partagent pas les thèses de l'ETA.

Avoir qualifié l'usage de la violence par l'ETA de "terrorisme", publié des détails sur la vie privée d'un de ses chefs ou ne pas avoir qualifié de "prisonniers politiques" ses membres emprisonnés, sont quelques-unes des raisons qui peuvent entraîner des représailles contre des journalistes. Ces derniers sont alors taxés de "belligérants", de "pions de Madrid" ou encore de "journalistes-policiers".

Ce climat a contraint nombre d'entre eux à vivre sous escorte policière et à placer des rédactions entières sous protection. Selon le conseiller pour l'Intérieur du gouvernement autonome basque, Xavier Balza, une quarantaine de journalistes se trouvent sous protection de la police au Pays basque, dont une dizaine à titre individuel. D'autres médias et professionnels de la presse ont opté pour une protection privée, en coordination avec le gouvernement autonome. D'autres encore ont reçu une formation, dispensée par les forces de l'ordre.

Abandonner ses habitudes, renoncer à des sorties familiales en apparence anodines, modifier son itinéraire, se déplacer en compa-

gnie de gardes du corps, Gorka Landaburu n'hésite pas à parler de "vie en semi-liberté". Un autre correspondant d'un quotidien national qualifie d'"humiliantes" les mesures de sécurité dont il a dû s'entourer. Quant à une journaliste de la région de Bilbao, elle reconnaît un impact non négligeable "sur l'accès aux sources d'informations et les conditions générales d'exercice de [son] travail." Selon elle, "il existe un risque de privilégier des sources d'informations qui ne sont pas trop dures avec le terrorisme et d'éviter celles qui sont trop opposées, car cela peut être dangereux." Il peut également arriver que des professionnels des médias couvrent des manifestations en compagnie d'un garde du corps, posté quelques pas derrière eux.

Certains refusent toute escorte, avançant que "la meilleure protection, c'est la discrétion et la prudence". Presque tous se fondent dans l'anonymat et déclinent systématiquement les invitations sur les plateaux télévisés ou à la radio. Selon eux, "l'ETA ne s'en prend pas aux cibles difficiles. Si vous lui compliquez le travail, il y a peu de chances qu'elle fasse de vous une cible."

Ils tentent aussi de préserver leur sérénité dans un environnement éprouvant. "Etre sous protection rappelle sans cesse la menace. Je connais des collègues que cela obsède", confie une correspondante d'un journal national. D'autres refusent de céder à la "pédagogie de la peur" de l'ETA.

Mettre à l'abri ses proches est, de l'avis général, la priorité. Nombre de journalistes ont refusé de quitter le Pays basque sous la menace, mais n'acceptent pas de faire courir un risque à leur famille. Il est fréquent que conjoints et enfants vivent hors de la région. Une journaliste confie qu'elle se rend discrètement au lycée de sa fille pour vérifier, en compagnie de son garde du corps, que tout va bien.

La liberté des journalistes est parfois également menacée par l'action des forces de l'ordre. A la fin de l'année 2007, Oscar Beltran, spécialiste du terrorisme pour *El Correo*, a publié un article révélant qu'un membre de la police basque avait prévenu un etarra (membre de l'ETA) qu'il était sur le point d'être

arrêté. Le gouvernement autonome a ensuite cherché à identifier la source du journaliste. Le procureur a ordonné que la liste des appels reçus par Oscar Beltran, le jour de l'arrestation, soit communiquée à la police. Ce qui a été fait. En revanche, selon le journaliste, aucune enquête n'a été menée pour identifier le policier qui a renseigné le membre de l'ETA. Pour Oscar Beltran, "le message était clair. Le gouvernement autonome ne veut pas que l'on parle de la police basque dans la presse et souhaite contrôler toute information sur les forces autonomes de police."

Le dialogue entre les journalistes menacés et les médias qualifiés de pro-ETA est impossible. Les premiers accusent les seconds de publier non seulement les communiqués de l'organisation, mais aussi des chroniques exposant des journalistes à la colère de l'ETA.

Après la rupture de la trêve par l'ETA et l'assassinat, le 7 mars 2008, de l'ancien élu local socialiste Isaias Carrasco, le scepticisme règne en maître. Affaibli par des arrestations et perçue comme "en fin de course", l'ETA pourrait, selon certains observateurs locaux, commettre de nouveaux crimes pour convaincre les autorités et l'opinion publique qu'elle compte toujours.

IRLANDE DU NORD : Le danger des groupes paramilitaires



Martin O'Hagan, journaliste d'investigation assassiné en 2001 à Lurgan, près de Belfast

Plusieurs reporters continuent à faire l'objet de menaces de mort en Irlande du Nord, malgré le processus de paix engagé ces dernières années et la formation, en 2007, d'un gouvernement régional qui regroupe anciens ennemis unionistes et républicains.

Les journalistes travaillant sur place expliquent que la protection fournie par la police et le gouvernement aux personnes menacées est généralement faible, voire nulle. Les menaces continues, la faiblesse de la protection accordée et l'incapacité de la justice à poursuivre les responsables donnent toute latitude aux paramilitaires qui cherchent à intimider les médias et étouffer les enquêtes sur leurs activités criminelles. Les assassins du journaliste d'investigation Martin O'Hagan, en 2001, n'ont toujours pas été arrêtés.

Les conséquences de cette situation sur la liberté de la presse sont inévitables. L'autocensure est forte parmi les personnes visées, mais aussi chez d'autres journalistes qui pourraient être tentés de parler encore des répercussions de ce long conflit.

Globalement, le processus de paix a permis une diminution graduelle du nombre de menaces proférées à l'encontre des employés de médias. Aujourd'hui, il existe moins d'une dizaine de journalistes réellement menacés en Irlande du Nord. Ce chiffre était proche du double il y a quelques années. Et au plus fort des troubles, après 1980, les menaces étaient innombrables.

De nos jours, elles proviennent généralement de groupes affiliés au mouvement loyaliste protestant, favorable au maintien d'un lien fort avec le Royaume-Uni. Ils sont nés d'anciens groupes paramilitaires unionistes comme l'Ulster Defence Association. Ils sont souvent impliqués dans des affaires de trafic de drogue et de racket. Des groupes dissidents issus de l'Armée républicaine irlandaise (IRA, qui a rendu les armes conformément au processus de paix) intimident aussi des journalistes.

En septembre 2007, une balle a été envoyée à une chaîne de télévision de Belfast. Un petit mot l'accompagnait. Il portait le nom, l'adresse et le numéro de la plaque d'immatriculation de la voiture de Robin Livingstone, rédacteur en chef d'*Andersonstown News*, un quotidien lu principalement par la communauté catholique, nationaliste et républicaine. La menace provenait d'un groupe qui s'est donné le nom de Red Hand Defenders (Les Défenseurs de la main rouge). Le journal de Robin Livingstone avait enquêté sur les activités cri-

minelles de groupes loyalistes et les menaces proférées contre des familles catholiques de la zone de Stoneyford dans le comté d'Antrim.

Robin Livingstone s'est juré de continuer à publier de tels reportages, "aussi durs que justes", mais reconnaît que ces menaces ont un effet "glacial" sur la liberté de la presse. Selon lui, certaines personnes continuent d'intimider et d'attaquer des journalistes pour tenter de faire échouer le processus de paix. Lui-même a été menacé à six reprises au cours de ses vingt-deux années de métier. La dernière en date est la plus inquiétante : il a désormais une jeune famille qu'il doit protéger.

Il s'avoue déçu par la réaction des autorités. Il n'a reçu aucune protection. "Je serais plus à l'aise si quelqu'un s'intéressait un minimum à cette affaire, explique-t-il. Le bureau Irlande du Nord [du gouvernement britannique] ne s'est absolument pas penché sur ce dossier. Hormis une visite à mon domicile pour me prévenir de l'existence de cette menace, la police d'Irlande du Nord ne m'a proposé aucune protection. Personne ne m'a donné de conseil sur ma sécurité personnelle."

Jeremy Dear, secrétaire général du Syndicat national des journalistes NUJ, a déclaré après les menaces contre Robin Livingstone en septembre dernier : "Il est vital que la police d'Irlande du Nord agisse pour protéger les personnes menacées et que les responsables politiques de tous bords fassent passer un message clair pour la défense de la liberté des médias et des droits des journalistes à travailler librement, sans subir de menaces."

Jim Campbell, 65 ans, journaliste d'investigation chevronné, ancien rédacteur en chef pour l'Irlande du Nord du *Sunday World* - aujourd'hui en semi-retraite - reste une cible privilégiée des menaces. La dernière date du début de l'année 2008. Un de ses contacts dans la communauté loyaliste lui a envoyé une photo, trouvée sur Internet, qui le représentait avec une cible dessinée sur le front. Son contact en a informé la police et l'image a disparu du Web. "Je pense qu'on a fait circuler cette image pour m'ennuyer", explique Campbell, qui ne compte plus les menaces

qu'il a reçues au cours des années. Il a survécu à un enlèvement, à un passage à tabac par des soldats, à des attentats à la bombe et une tentative d'assassinat, en 1984, qui lui a laissé une balle bloquée dans la colonne vertébrale. Il continue à écrire régulièrement pour le *Sunday World*, dénonce souvent des activités criminelles et ne doute pas qu'un "voyou loyaliste" est à l'origine de cette menace.

"L'Internet a révolutionné les menaces de mort, explique-t-il. Avant, on recevait un coup de fil ou une lettre d'insultes. Aujourd'hui il suffit de poster ses menaces sur Internet et l'impact est énorme." Jim Campbell est convaincu que ces menaces ont une influence très néfaste sur la liberté de la presse, notamment parmi les journalistes vivant en territoire "neutre", plus vulnérables sans la "protection psychologique qu'apporte une communauté". Il estime cependant qu'il y a un "léger déclin" du nombre de menaces portées contre les médias.

Un autre journaliste du *Sunday World*, qui ne souhaite pas révéler son identité, a été informé par la police, en 2006, qu'il était l'objet d'une menace provenant d'une bande paramilitaire. Il a demandé la protection de la police conformément au programme officiel qui prévoit des mesures de sécurité pour les personnalités estimées "à risque". Sa demande a été rejetée par le bureau Irlande du Nord du gouvernement, qui a expliqué que les journalistes ne pouvaient prétendre à cette protection. Lorsque les professionnels de la région ont protesté, les officiels ont changé d'avis et expliqué que les autorités pouvaient, en théorie, fournir une protection aux journalistes dans le cadre de ce programme. Néanmoins ils ne l'ont toujours pas fait. Apparemment parce que le niveau de risque n'est pas considéré comme suffisant.

Quant à l'assassinat de Martin O'Hagan en 2001 - journaliste du *Sunday World* tué après avoir reçu plusieurs menaces relatives à son travail d'investigation sur des bandes paramilitaires et leurs supposés liens avec les forces de sécurité -, Kevin Cooper, ancien président de la branche de Belfast du Syndicat national des journalistes (NUJ), explique : "L'assassinat non élucidé d'un journaliste nous questionne sur le niveau de protection de la liberté d'ex-

pression en Irlande du Nord et le sérieux avec lequel les autorités considèrent les menaces adressées aux journalistes. Au moment de l'assassinat de Martin, les autorités avaient pourtant dit qu'elles 'retourneraient toutes les pierres' afin de traîner en justice les responsables de sa mort."

L'enquête sur la mort de Martin O'Hagan n'a pas abouti. La collusion entre les forces de police et les groupes loyalistes paramilitaires - sur laquelle Martin O'Hagan enquêtait - est, pour certains, la cause de cet échec. A la fin 2006, la police a déclaré avoir identifié huit suspects, mais manquer de preuve. En 2007, deux nouvelles enquêtes ont été initiées. L'une interne aux forces de l'ordre, qui doit examiner de nouvelles preuves, l'autre menée par le médiateur de la police pour l'Irlande du Nord, Nuala O'Loan.

Ni la police d'Irlande du Nord (PSNI) ni le bureau Irlande du Nord du gouvernement britannique (NIO) n'ont souhaité commenté des cas précis de menaces portées contre des journalistes. Une porte-parole de la PSNI a cependant déclaré à Reporters sans frontières : "Nous informons toutes les personnes que nous estimons être en danger de mort. Nous leur donnons des conseils en matière de sécurité personnelle, mais nous ne pouvons divulguer aucun détail, pour des raisons de sécurité. Notre niveau d'implication dépend des situations particulières. Nous travaillons au cas par cas."

Et selon le NIO, "les journalistes, comme toute personne qui craint pour sa sécurité personnelle, doivent tout d'abord faire connaître leurs inquiétudes auprès du commandant local de leur PSNI. Ils peuvent également demander l'aide du programme de protection à domicile".

DANEMARK ET SUÈDE : La délicate question de l'islam

En septembre 2005, l'un des plus importants quotidiens danois, *Politiken*, a publié un article évoquant les difficultés de l'écrivain Kare Bluitgen à trouver des artistes pour illustrer un livre sur le prophète Mahomet. Les dessinateurs craignaient tous de violentes représailles depuis l'assassinat aux Pays-Bas du cinéaste et réalisateur Théo van Gogh, en novembre 2004.



Les locaux du *Jyllands-Posten*, au Danemark, sous protection policière

Le responsable du service culture du quotidien danois *Jyllands-Posten*, Flemming Rose, a alors lancé un appel à une association de dessinateurs, leur demandant de représenter le prophète Mahomet. Douze dessinateurs ont répondu à l'invitation du journal.

Dans un entretien paru en février 2006 dans *Newsweek*, Flemming Rose explique que la démarche de *Jyllands-Posten* visait avant tout à briser l'autocensure autour de la question de l'islam. Il nie avoir privilégié une approche négative et caricaturale de la religion : "Je leur ai demandé de dessiner Mahomet comme ils le voyaient. Je ne leur ai en aucun cas demandé de faire une caricature ou de se moquer".

La première publication des douze caricatures a eu lieu dans l'édition du 30 septembre 2005 de *Jyllands-Posten* sous le titre "Les visages de Mahomet". Le dessin le plus controversé est réalisé par Kurt Westergaard et représente le prophète avec un turban en forme de bombe dont la mèche est allumée. La profession de foi des musulmans est également inscrite sur le turban. Quelques jours plus tard,

la Société islamique du Danemark a exigé que *Jyllands-Posten* présente ses excuses et retire les caricatures. Elle a attaqué le quotidien en justice, sans succès. Le 19 octobre 2005, une délégation composée d'ambassadeurs de pays musulmans a demandé une entrevue avec le Premier ministre danois, Anders Fogh Rasmussen. Ce dernier a refusé, motivant sa décision sur le fait qu'il ne pouvait pas exprimer d'opinion sur les caricatures sans influencer la ligne éditoriale de *Jyllands-Posten*. Le Premier ministre danois a maintenu sa position pendant plusieurs semaines, s'appuyant sur la défense séculaire de la liberté de la presse.

Fin 2005, le quotidien *Jyllands-Posten* a reçu ses premières menaces de mort et les douze dessinateurs ont été placés sous protection policière. Les locaux du journal ont également été évacués à deux reprises suite à des alertes à la bombe. Se sont ensuivies des manifestations, parfois violentes, dans tout le monde arabe et musulman ou presque.



La caricature au turban est celle qui a suscité le plus de réactions

Au total, près de 150 journaux dans une cinquantaine de pays ont publié ces caricatures, soit pour les dénoncer, soit en soutien à la liberté de la presse. Certains ont été attaqués en justice après publication. En Europe, aucun organe de presse n'a été condamné pour la publication des caricatures.

Le 11 février 2008, les services de renseignements de la police danoise ont déjoué un projet d'attentat contre Kurt Westergaard, l'auteur de la caricature au turban. Ce dernier est depuis lors contraint de vivre sous la protection des services secrets danois (PET), changeant de maison toutes les deux semaines.

Dans un entretien accordé au *Monde* le 4 avril 2008, il se dit "déprimé, en fuite dans son propre pays". A 73 ans, il continue de dessiner pour *Jyllands-Posten*, mais reste marqué par les menaces de mort qu'il a reçues et les mesures de sécurité qui l'accompagneront probablement encore pendant de nombreux mois. Kurt Westergaard se décrit comme athée et nie tout racisme. Il s'est dernièrement opposé à l'utilisation de son dessin dans le film islamophobe *Fitna*, réalisé par le député hollandais d'extrême droite, Geert Wilders, et diffusé sur Internet.

Le projet d'attentat contre Kurt Westergaard a choqué toute la presse danoise. Si beaucoup de journalistes n'ont pas soutenu, au départ, l'initiative de *Jyllands-Posten*, tous considèrent que la tentative d'assassinat contre le caricaturiste est inacceptable. La quasi-totalité des journaux danois ont réagi en publiant le dessin de Kurt Westergaard dans leur édition du 13 février 2008.

Pour la très large majorité des journalistes et des dessinateurs danois, l'affaire des caricatures de Mahomet n'a pas modifié leurs habitudes de travail. Si les menaces de mort reçues en 2005 et en 2006 par *Jyllands-Posten* ont été prises très au sérieux, elles n'ont pas eu de conséquence sur le travail des rédactions. L'autocensure que certains redoutaient sur la question de l'islam ne s'est pas développée. La presse danoise reste très attachée à sa liberté d'expression et l'affaire des caricatures a plutôt tendance à renforcer cette conviction unanimement partagée.

Pour Toger Seidenfaden, rédacteur en chef de *Politiken*, l'enjeu n'est pas simplement celui de la défense de la liberté de la presse. Pour lui, le concours organisé par *Jyllands-Posten* illustre la stigmatisation populiste à l'encontre des minorités ethniques, et plus particulièrement de la communauté musulmane (entre 200 et 300 000 musulmans pour 5,4 millions d'habitants). La rhétorique anti-islam est très présente au Danemark, marqué par un conservatisme politique et religieux.

Le rédacteur en chef de *Jyllands-Posten*, Carsten Juste, a exprimé ses regrets après la parution des dessins, en expliquant que son journal n'avait jamais eu l'intention de blesser les musulmans. Mais Carsten Juste consi-

dère aussi que la minorité musulmane présente au Danemark doit accepter l'offense, le ridicule et l'humiliation. Une demande commune à tous, selon lui, dans le cadre d'une société moderne et démocratique.

Les menaces et la violence à l'encontre des journalistes en Suède ont récemment augmenté. En 2006, près des deux tiers des rédacteurs en chef ont dit avoir reçu des menaces. Dans quelques cas, ils ont décidé de se censurer, en ne publiant pas des articles. Et au moins un journaliste a cessé son travail d'investigation, par peur des représailles, lorsqu'il a eu un enfant. Face à cette situation, le principal syndicat de journalistes a publié, en 2007, un guide destiné aux rédactions sur la conduite à tenir en cas de menaces.

En août 2007, le journal local *Nerikes Allehanda* a publié un dessin de Lars Vilks, représentant le prophète Mahomet sous la forme d'un "chien de rond-point" (installation artistique urbaine très courante en Suède, notamment au milieu des carrefours giratoires). Le dessin illustrait un éditorial sur l'autocensure et la liberté de religion. Plusieurs galeries d'art avaient précédemment refusé d'exposer les œuvres de Lars Vilks, indiquant qu'elles craignaient des actes de violence. Suite à cette publication, la police suédoise a renforcé le périmètre de sécurité autour du siège du *Nerikes Allehanda* et certains de ses employés, qui avaient reçu des menaces, se sont vu imposer la présence de gardes du corps. Lars Vilks a lui-même été menacé à plusieurs reprises.

Par ailleurs, en mars 2008, des photographes et des reporters ont été agressés alors qu'ils enquêtaient sur un crime commis dans la banlieue de Göteborg. L'un d'eux a été frappé et contraint d'abandonner son matériel après qu'une bande de quinze jeunes du quartier l'avait encerclé alors qu'il prenait des images. Une équipe de la télévision publique a eu son matériel détruit.

LES NOUVEAUX MEMBRES : Bulgarie, Roumanie, Hongrie, République tchèque, Chypre

Les nouveaux pays membres de l'Union européenne n'échappent pas tous à ces violences. Souvent commises par des groupes mafieux

ou ultranationalistes, elle se sont poursuivies, à des degrés divers, après leur intégration dans l'UE.

En Bulgarie, par exemple, le 9 février 2007, Maria Nikolaeva a été menacée d'être aspergée d'acide par deux hommes ayant déjoué la sécurité de l'hebdomadaire qui l'emploie, *Politika*. Ils lui ont ordonné de ne pas poursuivre son enquête sur un projet de construction immobilière. Le jour même, la journaliste avait publié avec son confrère Assen Yordanov un article intitulé "La croisade contre Strandja" consacré à un projet de construction dans le plus important site protégé de Bulgarie - le parc naturel de Strandja, situé au bord de la mer Noire. Deux hommes se sont présentés devant son bureau et lui ont déclaré : "Tu sais bien qu'on n'écrit pas des choses pareilles. Et les journalistes curieuses tu sais ce qui leur arrive, on les asperge d'acide."



Anna Zarkova après son agression à l'acide sulfurique en 1998

Malgré un tragique précédent - Anna Zarkova avait été défigurée à l'acide en 1998 pour avoir dénoncé des trafics d'êtres humains - la journaliste de *Politika* a publié l'intégralité de son enquête, la semaine suivante. Mais cette édition n'a pas pu être distribuée à Burgas (centre administratif de la région de Strandja), tous les exemplaires ayant été achetés par un inconnu chez le dépositaire. En décembre 2007, dans cette même ville, le coauteur de l'article, Assen Yordanov, a été agressé par quatre inconnus. Roué de coups de pied et de poing, ce fils d'un célèbre poète bulgare a résisté à ses assaillants qu'il a réussi à mettre en fuite.

Dans la Roumanie voisine, presque chaque mois, un cas d'agression de journaliste est

recensé par les organisations locales de défense de la liberté d'expression. En décembre 2007, par exemple, le journaliste américain Chuck Todaro a été blessé à la main par un coup de couteau lors d'une altercation. Il réalisait un reportage sur un petit village dans la région de Moldavie, en Roumanie (différente de la République de Moldavie). Un autre journaliste, Mihai Braha, a été agressé dans la petite ville de Marasesti. Il a eu l'oreille coupée avec un cutter. Et puis, en mai 2007, le président roumain lui-même, Traian Basescu, a saisi brutalement le téléphone portable d'une journaliste qui le prenait en photo. Le téléphone n'a été rendu que bien plus tard et la journaliste s'est rendue compte que le chef de l'Etat, qui n'avait pas éteint l'appareil, l'avait traité de "sale gitane".

En Hongrie, Iren Karman a été battue par deux inconnus avant d'être abandonnée sur les bords du Danube, inconsciente et blessée, le 22 juin 2007. Retrouvée par un pêcheur le lendemain matin, la journaliste a été hospitalisée à Budapest. Elle a été assez gravement blessée, notamment à la tête. Menacée à plusieurs reprises au cours de l'hiver dernier, notamment par email et téléphone, elle enquêtait sur les affaires de mafia du pétrole et plus généralement sur la corruption en Hongrie. Une enquête judiciaire a été ouverte sur son agression.

En République tchèque, Tomas Nemecek, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Respekt*, a été agressé par deux inconnus le 17 janvier 2004. Le journaliste et ses collègues n'excluent pas que cette attaque soit liée à des enquêtes publiées par le magazine. Tomas Nemecek, âgé de trente ans, a été frappé à la

tête à coups de poing et de pied, après avoir été aspergé de gaz lacrymogène. Les agresseurs n'ont prononcé aucun mot et n'ont rien dérobé au journaliste, qui sortait d'un magasin près de son domicile, à Prague. Il a été hospitalisé. Marek Svehla, rédacteur en chef adjoint de *Respekt*, avait affirmé à Reporters sans frontières à l'époque que cette agression était "évidemment préparée et évidemment dirigée contre le journal". Selon lui, plusieurs articles parus début janvier 2004 sur un gang mafieux sévissant à Most et à Litvinov (nord de la Bohême) et sur l'immobilisme de la police pourraient être à l'origine de cette attaque. Le journal avait reçu des menaces pendant cette enquête. Le 18 janvier, un journaliste de *Respekt*, qui a souhaité garder l'anonymat, a reçu un appel d'un membre d'un gang menaçant de s'en prendre à lui s'il écrivait un article.

Dans la nuit du 6 au 7 mai 2004, trois bombes ont explosé devant les locaux du quotidien *Kibris*, dans la partie nord de Nicosie, en République turque de Chypre du Nord (reconnue par la seule Turquie), sans faire de victime. Selon le directeur du quotidien, Basaran Duzgun, des groupes paramilitaires et ultranationalistes pourraient être à l'origine de cet attentat contre le journal, qui a soutenu le plan de paix proposé par les Nations unies pour réunifier l'île, divisée depuis 1974 suite à l'intervention de l'armée turque en réponse à un coup d'Etat d'ultranationalistes voulant rattacher Chypre à la Grèce. Basaran Duzgun a indiqué que les journalistes de *Kibris*, ainsi que leurs familles, avaient reçu de nombreuses menaces de mort dans les mois précédant le référendum du 24 avril 2004 sur la réunification de l'île.